

LE COUSERANS EN ETAT D'URGENCE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Entre la désindustrialisation et la destruction des services publics, le Couserans est plongé dans une crise économique et sociale sans précédent.

Avec les décisions du groupe américain SWEITZER MAUDUIT concernant le site industriel de La Moulasse, les politiques de santé conduisant à la dévitalisation du Centre Hospitalier et la poursuite du démantèlement des différents services publics, le coup de grâce peut être porté dans ce bassin de vie!

Alors que la papèterie a amorcé un redressement productif et financier, elle n'a plus manifestement d'avenir pour les décideurs du groupe; avec la destruction d'une machine, l'arrêt programmé d'une autre et la programmation de l'arrêt des investissements, le dernier bastion industriel historique du Couserans va subir un désengagement industriel du site.

Le groupe piloté par la financiarisation à outrance pour alimenter les actionnaires semble tirer un trait sur St-Girons. Quand au Centre Hospitalier du Couserans, un des principaux employeurs, le pilier de la santé dans ce territoire, il est victime de tous ceux qui se succèdent dans les ministères, à l'ARS, à la direction de l'établissement et qui n'ont de cesse d'appliquer les orientations politiques prônant la politique du chiffre et l'affaiblissement programmé des services publics hospitaliers, qu'elles qu'en soient les conséquences désastreuses pour les usagers et les territoires.

Cette crise, inédite par son ampleur et ses conséquences, la dernière étude de l'INSEE la pointe, « par un territoire moins attractif, des fragilités sociales multiples et une baisse de l'emploi ».

La CGT en appelle aux salariés et aux populations pour construire une mobilisation massive et responsable!

**LE CENTRE HOSPITALIER,
LA PAPÈTERIE LA MOULASSE
ET LES SERVICES PUBLICS
DANS LA TOURMENTE !**

**LA CGT APPELLE
LA POPULATION ET LES SALARIÉS
À LA RÉSISTANCE EN COUSERANS!**

**RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION
LE JEUDI 6 JUIN 2019 !
RENDEZ VOUS AU ROND POINT BALAGUÉ À 17H30.**

**MANIFESTATION JUSQU'À LA MAIRIE,
PRISES DE PAROLES ET DÉBATS!**

PAPETERIES LA MOULASSE

Les prévisions du Groupe pour 2019-2022 sont alarmantes, elles vont dans le sens d'affaiblissement considérable du site allant jusqu'à mettre sa pérennité en danger et conduisant dans l'immédiat à une nouvelle saignée dans l'emploi pouvant aller jusqu'à 35 suppressions d'emplois dans un premier temps. **Sur trois machines à papier, il ne resterait qu'une seule machine à la fin de l'année fragilisant considérablement le site. Sont prévus la destruction de la machine 5 (déjà fait), l'arrêt de la machine 1 qui permet de fabriquer des papiers minces à forte valeur ajoutée et qui devait servir dans le cadre de la Recherche Développement pour diversifier la production notamment dans une alternative écologique, et le transfert de fabrication de gros volumes vers l'usine de Quimperlé. D'autre part la politique d'investissement prévisionnelle augure un désengagement industriel du site avec une baisse d'environ 600 000 euros dès 2021 et zéro euros dès 2022 alors que le niveau moyen des investissements était de 1,2ME.**

Pourtant l'usine dégage un fort taux de marge brute bénéficiaire et affiche un redressement économique spectaculaire depuis 2017 ; le choix est clairement visible de déshabiller le site de Saint-Girons en renforçant celui de Quimperlé pour le concurrencer directement.

Cette politique est suicidaire pour Saint-Girons !

QUELQUES CHIFFRES REPERES :

Masse salariale: plus de 10 ME. Cotisations sociale: plus de 5ME. 1,5ME d'impôts et taxe. En 10 ans, l'usine a perdu 27 % de l'effectif, passant de 302 à 220 environ. Pourtant d'après nos calculs, le groupe aurait perçu pour Saint-Girons plus de 2ME en six ans au titre du CICE, ce crédit d'impôt payé par les contribuables sans contreparties positives sur l'emploi.

CENTRE HOSPITALIER ARIEGE COUSERANS

Malgré les discours lénifiant, la CGT du CHAC alerte sur les dangers des différentes politiques de santé qui conduisent au nom d'objectifs financiers à une régression sans précédent de notre système de santé et à la menace sur l'existence des hôpitaux type CHAC.

Présenté en conseil des ministres le 13 février, le projet intitulé « ma santé 2022 » comporte à la fois la fermeture d'hôpitaux, la réduction des moyens financiers et la dégradation de la prise en charge des patients. De plus le gouvernement évalue à 7ME d'économies annuelles sa réforme du financement des hôpitaux publics (énième réforme). A Buzyn, ministre de la santé, veut achever au plus vite la révision de la carte hospitalière qui prévoit un seul hôpital par département, objectif mis en branle par R Bachelot sous Sarkozy et

M. Touraine sous Hollande. Elle rassure en affirmant qu'il n'y aura pas de fermeture des hôpitaux de proximité, mais elle ment car ils seront transformés en petites structures sans plateau technique.

Au CHAC, les luttes animées par la CGT avec le soutien de quelques élus et de la population ont permis de retarder l'échéance; mais les objectifs politiques de réduction des coûts sont maintenus.

Un audit de l'ARS (Agence régionale de santé) prévoit la suppression de 40 à 100 emplois par la suppression de jours de repos et une baisse de l'effectif dans les services de soins. La volonté du « tout ambulatoire » est un des prémices à la suppression de la maternité et de la chirurgie H24 considérés toujours comme insuffisamment rentables.

Conséquence du vieillissement et de la pénurie de personnel médical, de nombreux postes de médecins sont vacants entraînant le recours à l'intérim médical et aux contractuels à des tarifs et des coûts démesurés. Aucune anticipation n'est concrétisée depuis des années malgré les promesses des différents directeurs et de l'ARS, expliquant en partie la réduction des effectifs paramédicaux. Cela devient de l'enfumage, quand on sait que le rapport Pradère qui préconisait le maintien des services de chirurgie et de maternité, rapport présenté et validé par l'ARS en octobre 2018. Depuis le rapport semble enterré et les responsables de l'ARS de l'époque sont partis s'exiler ainsi que le directeur du CHAC présent à l'époque également. Aucune promesse tenue, aucun suivi et ils nous assurent préparer l'avenir!

Et aujourd'hui le manque de médecins et notamment d'anesthésistes hypothèque le maintien du plateau technique donc de la chirurgie et du bloc opératoire.

A. Buzyn annonce que la réforme fera l'objet d'une « urgence absolue » adoptée y compris par ordonnances; les salariés et les populations doivent se considérer eux aussi en urgence pour sauver le CHAC!

PSYCHIATRIE :

Le Chac est l'Hôpital Psychiatrique départemental. Le constat est aussi alarmant! La situation de désert médical dans laquelle se trouve le département, produit des parcours hachés, des recours aux Urgences faute d'alternatives, des



mobilités dans les cliniques voisines pour les patients au profil admissible (proche géographiquement, moyens financiers). Le département souffre d'un manque de lits mais surtout de structures de prise en charge « à domicile ». Le manque criant de Psychiatres, de Pédopsychiatres ne permet pas d'assurer les missions premières du secteur ainsi qu'une prise en charge de qualité de nos patients, leur sécurité comme celle des soignants. Faut de structures de soins extrahospitalières et de maillage territorial au plus près de la population dans un département aux grandes particularités géographiques, les missions de dépistage, de suivi ambulatoire et de réinsertion/réadaptation ne sont assurées qu'à minima ou pas du tout; les délais de recours aux soins de plus en plus long et difficiles impliquant un recours aux Urgences et des hospitalisations à répétition de plus en plus fréquentes, avec une précarisation énorme des personnes souffrant de troubles psychiques.

La CGT revendique des moyens nécessaires au plus près des besoins dans les différents bassins de population, l'arrêt de fermetures de lits, de structures ainsi que des effectifs en personnel qualifiés, formés aux spécificités du secteur et en nombre suffisant pour assurer nos missions de service public, des soins de qualité et répondre aux besoins des usagers en toute sécurité. La CGT revendique l'organisation au plus vite des Etats Généraux de la Psychiatrie avec les différents acteurs du département.

QUELQUES CHIFFRES :

CHAC : intérim en 2017 : + 47 %.

En France en 2017 : 85 hôpitaux ont été fermés; entre 2009 et 2016 : 8 856 lits d'hospitalisation ont été supprimés, 60 % des lits en psychiatrie en 30 ans, le nombre de maternités est passé de 814 à 498 en 20 ans. Il manque 210 000 soignants dans les EPHAD selon un rapport de l'Assemblée Nationale.

Un désastre!

UN TERRITOIRE QUI SOUFFRE ENTRAINANT UN MANQUE D'ATTRACTIVITE

C'est l'INSEE qui le précise, le petit solde migratoire positif ne compense plus les pertes dues à l'excédent de décès sur les naissances. Les jeunes de 18 à 24 ans quittent le territoire pour poursuivre les études ou pour occuper un premier emploi. La population baisse, surtout sur la commune de Saint-Girons (- 4,9 %). La population vieillit (36 % a 60 ans ou plus). Un ménage sur cinq vit avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Le niveau de vie des ménages est plus faible que dans les territoires de comparaison. Le secteur médico-social est le premier employeur devant les professionnels de santé, services hospitaliers et commerces, secteur avec son cortège d'emplois surexploités. 30 % des jeunes de 18 à 24 ans ne sont ni en emploi ni en études! Le tourisme présenté comme véritable substitution à l'industrie ne génère que 400 emplois en moyenne mensuelle sur l'année soit 5 % de

l'emploi total ce qui confirme que ce n'est pas le pôle économique tant vanté par les principaux élus. Avec un taux de chômage de 12 %, un taux de pauvreté de 23 %, le Couserans s'effondre économiquement.

UNE DECENNIE DE DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS

En dix ans, les services publics de proximité en Couserans, ont payé un lourd tribut aux différentes politiques du dogme de la réduction des dépenses publiques, avec abandons, privatisations, externalisations, délégations, suppressions, contribuant ainsi à la paupérisation et à la désertification du territoire. La dépense publique serait parasitaire pour l'économie, véritable intoxic pour privatiser à tout va; mais les travailleurs employés dans la fonction publique sont productifs, non seulement de services utiles et indispensables (éducation, soins, services) mais aussi de valeur économique à hauteur des salaires versés.

Ainsi, après la fermeture du centre départemental de météorologie d'Antichan, la Sécurité Sociale a vendu son immeuble, les bureaux de Poste se transforment en Agences Communales, la boutique SNCF ferme, des classes sont supprimées (3 en 3 ans sur St-Girons), etc. A chaque fois des élus prennent le relais de ces services qui deviennent une caricature des véritables services publics, souvent avec enthousiasme en inaugurant en grande pompe ce recul mortifère. Ou ils n'ont rien compris, ou ils s'accrochent à la moindre cérémonie de couper de ruban pour valoriser leur mandat. Cela devient pitoyable, tant les transferts s'amplifient. Ainsi les collectivités locales utilisent les impôts locaux pour financer la Sécu, la Poste, la SNCF, les gendarmeries, les maisons médicales, le CNRS, contribuant ainsi au désengagement de l'état, à la dévitalisation des services publics et à la hausse insupportable des impôts locaux. Jusqu'ou, jusqu'à quand ?

La CGT appelle les populations et les salariés à la résistance! Car le gouvernement Macron veut tailler à la hache la fonction publique, objectif 120 000 postes en moins à la fin du quinquennat!

LA SITUATION DE QUELQUES SERVICES PUBLICS EN COUSERANS

IMPOTS, FINANCES PUBLIQUES :

Cible des gouvernements successifs depuis plus de dix ans, la direction générale des finances publiques est dans l'œil du viseur macronien pour une nouvelle cure de suppressions de postes. A ce titre le réseau comptable dans les territoires se réduit comme peau de chagrin, alors que les collectivités, les entreprises publiques, les usagers ont besoin de proximité. Dans le Couserans les trésoreries de St Croix et La Bastide de Sérou ont fermé, celles du Mas d'Azil, et Oust sont sur la

sellette, le cadastre a été transféré sur Foix, idem pour le service aux entreprises, la gestion du Chac. 20 à 30 emplois ont été supprimés, 40 000 en 15 ans en France! Et pendant ce temps là l'évasion fiscale c'est de plus de 50 Mds/an, la fraude 80 Mds, les grandes entreprises pratiquant l'optimisation fiscale font perdre 18 Mds, pour l'impôt sur le revenu, 76 niches ont grevé le budget de 23 Mds. Et il faut dégager des économies en supprimant des postes et des structures?!... Il faut baisser la dépense publique mais surtout ne pas toucher aux privilèges des plus fortunés! Une imposture!

EDF SA, ENEDIS :

Avec la transformation d'EDF en société anonyme, sa désintégration en de multiples filiales, la privatisation de GDF et sa transformation en Engie, le paysage énergétique a été bouleversé. A Saint-Girons depuis dix ans, c'est 80 % des emplois supprimés, il n'y a plus d'accueil physique, l'immeuble est aux trois quart vidé, les services transférés, les logements de fonction abandonnés, les dépannages urgence gaz transférés à St-Gaudens au mépris de la sécurité des usagers et des pompiers. A cela s'ajoute la hausse faramineuse des prix du gaz et de l'électricité, les prestations qui étaient gratuites deviennent payantes, l'obligation scandaleuse du Linky... Les seuls gagnants les actionnaires (en 15 ans de privatisation 64Mds ont été versés aux actionnaires EDF, 41 Mds en 10 ans pour GDF, et les tarifs ont augmentés de 70 % pour le gaz et 30 % pour l'électricité) et bientôt les grands groupes privés avec la privatisation des barrages que les usagers ont payés. Après les autoroutes et les aéroports, ils veulent brader l'Hydraulique qui va subir également une réforme qui impactera le groupement de Bordes sur Lez

POLE EMPLOI :

Sur l'agence de Saint-Girons, 3861 demandeurs d'emploi étaient inscrits toutes catégories confondues. Le taux de chômage s'élevait à 12 % (taux national 8,8 %, ariège 11,5 %) ; 59 % des privés d'emploi inscrits bénéficiaient d'une indemnisation au titre de l'assurance chômage ou de la solidarité ASS. 21 personnes travaillent sur le site de St Girons, précaires compris avec une baisse de la qualité des services avec une généralisation des RDV. Chaque conseiller peut suivre plus de 700 privés d'emploi (modalité suivi) plus de 300 (modalité guidé), une centaine dans le cadre de l'accompagnement renforcé. Face à ces difficultés de fonctionnement, les restrictions budgétaires et les diminutions de postes prévus par le gouvernement seront appliqués à la lettre par la direction générale. En outre le budget de l'Unedic devant être réduit du fait de la suppression des cotisations salariales d'assurance chômage transférées vers la CSG, l'horizon s'assombrit sachant que l'Unedic participe à hauteur de 70 % du budget de Pole Emploi! Les premières suppressions de postes de conseillers se sont accompagnées d'un renforcement des

services de contrôle, à iso-effectifs, mettant en péril les agences locales. 4 000 sont encore prévues d'ici à 2022. L'avenir de Pôle emploi comme opérateur public de l'état est menacé!

TERRITORIAUX, COLLECTIVITES LOCALES :

Les Territoriaux, vous les connaissez? Vous savez ces agents communaux, intercommunaux, du Département ou de la Région? Ces agents qui s'occupent des personnes âgées dans les E.H.P.A.D territoriales ou à leur domicile, ces agents qui remettent en état les voies publiques sur lesquelles vous circulez tous les jours! Ces agents qui font en sorte que vous ayez de l'eau dans vos maisons et ces autres qui font en sorte que vos déchets soient évacués et recyclés! Ces agents proches de vous, qui sont là pour vous aider et faire aboutir vos démarches administratives... Ces agents qui au quotidien, font en sorte que, sur notre territoire national, le Service soit rendu de la même manière que l'on soit dans une zone rurale ou urbaine, que l'on soit en plaine ou en montagne, que l'on soit lettré ou analphabète, aisé ou indigent...

Et bien, nous vous alertons: les Territoriaux sont en voie d'extinction... Aujourd'hui, le projet gouvernemental prévoit l'ouverture de tous les services au secteur marchand avec pour corollaire la casse du statut de fonctionnaires (contrat de projet, CDD kleenex, rupture conventionnelle, licenciement à bas coûts, mini jobs etc...). Ces mesures vont, en outre, créer une perte d'impartialité et de neutralité du fonctionnaire envers l'utilisateur...

Face à cette réforme, le souhait de la CGT est que les populations, les fonctionnaires et agents, les élus, fassent front commun! Liberté, égalité, fraternité, c'est sous cette bannière que s'exercent les missions des Territoriaux : il faut la préserver pour nous protéger!

A PROPOS DES GILETS JAUNES

Depuis plus de cinq mois et malgré une répression inouïe, le mouvement des GJ, porteur des colères du pays ne faiblit pas. C'est remarquable et la CGT se reconnaît dans ce mouvement, dans ses revendications sociales et démocratiques. L'Union Locale du Couserans a apporté du soutien logistique, a participé avec les GJ à des rassemblements au CHAC, pour la défense du service public EDF. La bataille des GJ est celle de tous les salariés car seule l'action permet au monde du travail de conquérir sa dignité. Cette dignité retrouvée sur les ronds points et dans la rue, il faut la gagner dans les entreprises et les services.